



↪ **Ont participé** ↪  
**à ce numéro**

Stéphane Lachèvre,  
Pierre Hébert, Kamel Naroun,  
Francois-Xavier Durand

## PSU

Nous organisons une réunion publique le jeudi 17 mai à partir de 20H30 à la Halle aux Toiles qui s'intitule :

### **L'expérience PSU : qu'en reste-t-il ?**

Notre intervenant sera

#### **Maître Henri Leclerc**

*Président d'honneur de la  
Ligue des Droits de  
l'Homme,  
Ancien membre de la  
Direction Politique du  
PSU*

Nous diffusons plus ou moins régulièrement (en fonction de l'actualité) des informations via le courrier électronique. Si vous souhaitez être inscrit sur notre liste **info-76@alternatifs.org**, n'hésitez pas à nous envoyer un petit message à **76@alternatifs.org**.

Les informations sont plus vite transmises donc plus réactives que via le support papier... Le coût est aussi inférieur !

## Edito

### **Après du social libéral, on passe au social tout court ?**

L'actualité est vraiment cruelle en ce moment avec l'attelage de la Gauche Plurielle.

Après le revers, au moins partiel, des municipales, les mauvaises nouvelles se succèdent et se ressemblent. Loin de nous toute idée de réjouissance que l'on peut parfois percevoir ici ou là des impasses de la Gauche Plurielle. Mais il faut bien constater que la situation de gestion sociale du libéralisme, si elle n'est pas équivalente, y compris dans ses résultats, à une politique libérale, n'en montre pas moins des limites flagrantes.

Dans un système où les actionnaires ont toujours la priorité sur les salariés, l'environnement ou toutes autres considérations sociales ou philosophiques, les outils pour gérer la situation sont peu nombreux et peu efficaces !

Un des rares outils à notre disposition est celui du boycott. Bien sûr différentes limites existent à cette démarche, pour autant elle se place bien dans les seuls domaines que les entreprises écoutent : image de marque et chiffre d'affaire. Nous pouvons nous féliciter que l'initiative de boycott des produits Danone initiée par nos camarades alternatifs de Calais ait eu un si gros impact. Nous nous y sommes bien sûr associés avec tracts et affiches.

La situation nous pose maintenant différentes questions. La première concerne bien sûr le devenir de tous les salariés licenciés au nom de la maximisation du profit à court terme et en dehors de toute réflexion d'avenir. Nous ne voulons pas nous cantonner au seul terrain défensif ou contestataire. En tant que courant autogestionnaire, nous ne saurions trop proposer une remance des usines concernées sous forme de coopératives par exemple, et aider au montage d'un projet qui serait celui des salariés LU/Danone. Alors, après les biscuits LU, les biscuits LIP ?

L'autre question reste d'actualité depuis un bon moment : quelle dynamique en terme de forces politiques pour sortir du libéralisme ? Les incantations révolutionnaires et théoriques de différents courants trotskistes ne suffiront pas à faire évoluer la situation. L'enfermement de la Gauche Plurielle dans une démarche de gestion du Libéralisme non plus.

Différents croisements, appels, regroupements laissent entrevoir une dynamique nouvelle pour les présidentielles. Nous suivons ces évolutions de près et souhaitons vivement qu'une dynamique puisse se dégager lors des présidentielles puis des législatives pour impulser un renouveau de la gauche française.

*Les Alternatifs de Seine Maritime*

## Nucléaire : Mobilisations...



Nous organisons un débat public le vendredi 23 mars à Sotteville-lès-Rouen avec Jean-Yvon Landrac, l'un des portes paroles du réseau Sortir du Nucléaire. Ce débat a rassemblé une trentaine de personnes puis s'est poursuivi par des discussions informelles autour d'un verre de cidre malgré l'heure tardive.

Sans reprendre tous les éléments du débat, il a été souligné que la thématique du nucléaire avait souffert d'une absence de mobilisation sur l'agglomération depuis de nombreuses années.

Les économies d'énergies ont été abordées de façon assez précise ainsi que la question des transports de déchets, qui étaient d'actualité puisqu'un train devait traverser l'agglomération le lundi suivant.

Le lendemain nous avons proposé à différents mouvements (Alternative Libertaire, LCR, Sud Rail, Verts) de se joindre à nous pour organiser un rassemblement à la gare SNCF de Rouen, afin de dénoncer le passage d'un train de déchets par la gare de triage de Sotteville-lès-Rouen. Il s'agissait de réclamer la transparence sur toutes les questions de transports de déchets, de refuser la reprise du commerce des déchets, et d'exiger la sortie du nucléaire en France.

Il y eut donc une trentaine de personnes devant la gare de Rouen, par un temps ensoleillé, avec une prise de parole commune au nom de l'ensemble des structures qui appelaient au rassemblement.

Le lundi matin, nous avons prévu une conférence de presse qui s'est déroulée au dessus des voies de chemin de fer de Saint-Etienne-du-Rouvray, en présence de nombreux journalistes, qui ont pu voir le train passer.

Un deuxième train a suivi peu de temps (10/04/2001) après, en sens inverse, donc à destination de la Hague. La transparence n'ayant toujours pas pénétré le système nucléaire français, nous avons su tardivement que le train ne passerait pas par Sotteville (contrairement à l'habitude), mais par la région parisienne, probablement en raison de la forte mobilisation des grévistes du dépôt SNCF de Sotteville. Le choix n'a pas forcément été meilleur, puisque le convoi fut stoppé longuement en gare de Conflans.

Nous n'en avons pas moins organisé (avec Alternative Libertaire, LCR, Verts) un rassemblement symbolique sur les voies de Saint-Etienne.

Après ces différentes mobilisations, il a été souhaité par les différents mouvements engagés, de se revoir régulièrement dans le cadre du réseau Sortir du Nucléaire. Nous avons déjà eu l'occasion de nous revoir deux fois.

Il s'agissait de préparer l'anniversaire de l'accident de Tchernobyl. C'est ainsi que le 26 avril, nous diffusions en combinaisons blanches des tracts à l'entrée du centre Saint Sever.

Le deuxième thème de travail est la préparation de la mobilisation nationale organisée par le réseau pour le mois d'octobre. Il s'agira d'une manifestation décentralisée sur 4 villes de France, celle nous concernant se déroulant à Nantes. Il est envisagé une réunion publique au mois de septembre pour mobiliser sur ce sujet, puis d'affréter un car pour se rendre à Nantes.

Nous vous tiendrons bien sûr au courant (tout en l'économisant...) de la suite donnée à ces projets. Vous pouvez d'ores et déjà réserver votre 21 octobre afin de manifester pour sortir de l'âge du nucléaire.

Pierre Hébert



**DERNIERE MINUTE** : un nouveau train de déchet doit venir d'Allemagne en direction de la Hague probablement via Sotteville, le 16 mai (tôt le matin...). Actions symboliques prévisibles le 15 au soir ou le 16 au matin... si vous souhaitez vous joindre à nous, n'hésitez pas à nous contacter : soit par messagerie électronique [76@alternatifs.org](mailto:76@alternatifs.org), soit en appelant au 02 35 74 82 57 (Pierre)

## SNCF : Pour un service Maximum !

*Nous venons de vivre un dur conflit à la SNCF. DUR parce que la direction de l'entreprise a refusé d'ouvrir de réelles négociations. DUR aussi pour les grévistes parce que les organisations syndicales étaient très divisées, la direction pratiquait largement l'intox, les médias (presse écrite, radio, télé), par leur désinformation, brisaient leur moral. DUR enfin pour les usagers (fret ou voyageurs) qui ont dû subir un trafic très perturbé. Il s'avère nécessaire à présent d'informer les citoyens, de faire le point sur cette grève.*

Les revendications des cheminots, pendant toute la durée de ce conflit, ont porté sur 3 points : la gestion par activités, les salaires et les effectifs.

### **La politique du « saucissonnage »**

La direction veut mettre en application un projet de réorganisation de l'entreprise qui touche la totalité de la SNCF et repose sur une gestion par activités appelée CAP Clients (titre moins parlant). Ce projet d'organisation verticale de l'entreprise par activités divise la SNCF en plusieurs entités : Fret, Grandes Lignes, TER, Infrastructures, Gares... Ainsi les branches rentables pourront être facilement filialisées (dans un premier temps) puis privatisées (dans un deuxième temps). Cette politique du " saucissonnage " a été mise en oeuvre il y a quelques années notamment en Italie, en Allemagne et en Espagne et **se traduit aujourd'hui par un début de privatisation du fer** dans ces pays. Pour certains syndicats - comme SUD-rail - c'est bien la gestion par activités qui était la priorité du combat pendant la grève.

Concernant la rémunération des cheminots, les mesures salariales de ces dernières années n'ont pas garanti le pouvoir d'achat des actifs et des retraités. L'accord national sur les 35 heures signée en 1999 par 2 organisations syndicales, la CGT et la CFDT, prévoit une modération salariale alors que depuis plusieurs années est demandé un calendrier de négociations sur les rémunérations des différents métiers en commençant par l'urgence : la revalorisation de la rémunération des conducteurs dont la grille salariale actuelle est obsolète, ce que reconnaît la direction.

Sur la question des effectifs, **la SNCF est passée de 300 000 salariés en 1976 à 175 000 en 1996** (en équivalent temps plein). Seules les années 1999 et 2000 ont vu une évolution du nombre de salariés positive avec le passage aux 35 heures. Il faut savoir aussi qu'au niveau des agents de conduite les effectifs sont restés stables entre 1996 et 2000, alors que dans la même période le trafic a augmenté de 20%.

### **La pause.**

Après une semaine de conflit, pendant laquelle les grévistes ont été impressionnés par le silence assourdissant d'une direction aux abonnés absents, se tenait enfin une table ronde avec la direction et l'ensemble des organisations syndicales. Lors de cette discussion, la direction annonce une " pause " du projet CAP Clients. Cette mesure satisfait les 2 organisations syndicales majoritaires que sont la CGT et la CFDT, le secrétaire de la fédération CFDT parlant même " d'enterrement de première classe ". Bien sûr, une pause n'est pas un retrait. La direction a refusé de revenir sur les expérimentations de gestion par activités mises en place dans certains établissements. Refus confirmé 3 jours plus tard dans Le Parisien du 08/04/01 où le PDG de la SNCF, Louis Gallois, martèle avec la détermination d'un rugbyman (d'après Le Parisien) : **" nous avons fait une simple pause, il n'est pas question de remettre en cause son principe "**.

Sur les salaires, la direction a proposé une hausse de 0,7% au 01/04/01 et de 0,5% au 01/10/01, soit +1,2% sur l'année (ce qui correspond au taux de l'inflation prévu par l'INSEE). Ainsi elle s'est bornée à couvrir l'évolution du coût de la vie. A cela s'ajoute une augmentation spectaculaire de la gratification de vacances qui passe de 1000 à 1150F pour tous (versée en juin).

Quant aux effectifs, la direction annonce que 1000 embauches prévues en fin d'année sont avancées au premier semestre et que 1000 autres prévues au premier semestre 2002 sont avancées au deuxième semestre 2001. Ces 1000 embauches supplémentaires en 2001 (dont 200 agents de conduite) représentent une augmentation de l'effectif de 0,6% ; à comparer à la croissance de +6% du trafic. Il faut aussi souligner qu'**en 2000, ce sont 13300 trains qui n'ont pu circuler faute de conducteurs** (hors grèves).

### **L'intox.**

A la lecture de ces propositions, de nombreuses assemblées générales, principalement chez les conducteurs, ont reconduit la grève à la très grande majorité, soutenues par SUD-rail, FO et la FGAAC qui est un syndicat catégoriel -et le plus souvent corporatiste- d'agents de conduite. Des syndicats CGT et CFDT chez ces derniers soutenaient aussi le mouvement (notamment à Sotteville-lès-Rouen, Marseille, Dijon, Paris-Est,...) tandis que leurs fédérations, satisfaites des mesures annoncées, appelaient à la reprise du travail ; relayées par le ministre communiste ( ? ) des transports, Jean-Claude Gayssot. Face à cette situation, **la direction de la SNCF mentait délibérément sur le nombre de grévistes** et son intox était complaisamment reprise par l'ensemble des médias à longueur de journée :

" 300 à 400 grévistes paralysent une bonne partie du trafic ". Finalement Louis Gallois a dû reconnaître qu'en cette deuxième semaine de conflit, la grève s'était durcie et touchait au moins 50% des conducteurs. Mais cette propagande avait contribué à exacerber la colère des voyageurs et on assistait à un véritable lynchage médiatique des grévistes. Il faut souligner aussi que pendant ce conflit **la SNCF a carrément bloqué le trafic fret** sauf " quelques trains vitaux " ; les non grévistes et les cadres étant concentrés sur les TGV et les trains Corail.

Après 14 jours de grèves, devant le refus total de la direction de l'entreprise d'ouvrir de réelles négociations permettant une résolution positive du conflit, les assemblées générales de grévistes décident **une " pause " dans le conflit**. Ce mouvement, qui a été l'objet de nombreuses et violentes attaques, n'a pas permis d'aboutir à une satisfaction des revendications. Mais assurément, ce combat contre la gestion par activités n'est qu'une étape. **Demain, il faudra de nouveau nous battre -cheminots de tous services et associations d'usagers-, en réfléchissant à de nouvelles formes d'actions, pour l'unicité de la SNCF, pour un service maximum, pour que le rail, en Europe, soit un mode de transport mieux adapté, plus sûr, moins polluant et effectivement public.**

Stéphane Lachèvre

## Café Alternatif "je rêvais d'un autre monde".

Mathieu Colloghan, envoyé spécial des Alternatifs au Forum Social Mondial de Porto Alegre, était présent ce soir du 5 avril au bar du Palais pour nous faire partager son expérience. Ce fut l'occasion d'un échange très intéressant autour du forum qui regroupait tout de même 15 000 participants, délégués d'un millier d'ONG de 120 pays, mais aussi autour du budget participatif mis en place dans cette ville.

Après la lutte contre l'AMI (Accord Multilatéral sur l'Investissement), les mobilisations de Seattle, de Prague ou Nice qui étaient des manifestations contre les avancées de la mondialisation libérale (avec les conséquences sociales et environnementales que cela entraîne), voici une nouvelle phase qui s'amorce. Cette fois-ci, c'est une première étape d'élaboration et de construction d'un autre monde. Oui un autre monde est possible. Certes, ce chantier durera peut-être dix ou vingt ans, mais une alternative se met en place.

Si ce sommet s'est tenu à Porto Alegre, ce n'est pas un hasard. En effet, le fait que 10% de la population soit déléguée pour élaborer le budget participatif est un exemple à suivre. Quand on voit les quelques conseils de quartiers existants en France et le peu de pouvoir qu'ils détiennent, cela laisse plutôt rêveur. Certes, Porto Alegre ne s'est pas fait en un jour, mais c'est une réalité.

Une certaine frange de la population ne croit plus en la politique (donc n'y participent pas). C'est pourquoi il est important de faire connaître autour de nous ces expériences afin de créer en eux l'espoir qu'un autre monde est possible.

Kamel Naroun

**Réunion publique**  
**L'expérience PSU : qu'en reste-t-il ?**  
Jeudi 17 mai 2001 20H30  
Halle aux Toiles  
Avec **Maître Henri Leclerc**

**Conférence Nationale 2,3,4 juin**  
Positionnements concernant les élections  
présidentielles et législatives.

**Week end des Alternatifs 76**  
16/17 juin en pays de caux (*détails à venir...*)  
moment ouvert et convivial de formation

### -- Pour nous lire... et/ou nous soutenir --

Pour nous contacter :

*Alternatifs 76*  
205 rue St Julien  
76100 Rouen  
76@alternatifs.org  
<http://www.alternatifs.org/rouen>

*Vous souhaitez recevoir La Seine Alternative (5 numéros / an) ?*

NOM : Prénom :

Rue :

Code Postal :

Ville

Téléphone :

Mél :

Tarif : 50 Frs (chômeurs/étudiants : 30 Frs)

Tarif Soutien : 100 Frs (ou plus... Ordre : Alternatifs 76)

Pour recevoir Rouge et Vert : téléphone : 01 43 57 44 80 ou mél : [contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)